



desclée
de
brouwer

La justice dans la peau

*Géopolitique
de l'action humanitaire*

Denis Viénot

Préface d'Éric Fottorino

La justice dans la peau

Denis Viénot

La justice dans la peau

Géopolitique de l'action humanitaire

Préface d'Éric Fottorino
Préambule de Daniel Druesne

Desclée de Brouwer

www.denis-vienot.org

Cartes : Nicolas Julo.

© Desclée de Brouwer, 2010
10, rue Mercœur, 75011 Paris
ISBN : 978-2-220-06195-5
ISBN pdf : 9782220087528

Préface

C'est un témoignage âpre et prenant que livre Denis Viénot tout au long de ces pages qui sont autant de voyages au cœur de la condition humaine. S'il ne se livre guère, animé par une pudique retenue qui le fait chaque fois se placer en retrait pour mieux voir l'autre, on sait d'emblée de quel côté son cœur et sa raison balancent. Et ce ne sont pas seulement les hautes fonctions qui furent les siennes à la tête de Caritas Europa et de Caritas Internationalis qui dictent ses engagements de terrain et ses observations toujours justes, détaillées, tellement vraies qu'on pourrait dire de lui qu'il a l'œil l'absolu comme certains musiciens ont l'oreille absolue. Qu'il se trouve en Irak ou en Roumanie, dans la prison pour femmes de Riga, au Liban ou en Amérique du Sud, en Ouganda ou partout ailleurs sur cette planète qui souffre, Denis Viénot est aux côtés des faibles, des enfants et de leurs mères, des laissés pour compte de cette violence silencieuse qui naît de la pauvreté poussée à l'extrême dénuement, de l'incurie des grandes puissances quand elles choisissent l'égoïsme plutôt que le partage et la compassion.

Une fois refermé ce livre, on est saisi par un incroyable tournis, par un certain malaise aussi. Que peut l'engagement total d'une vie, et Dieu sait si la vie de Denis Viénot est celle d'un homme engagé, embarqué, impliqué, que peut donc cet engagement face à l'inertie du malheur? Partout il regarde, il écoute. Chaque fois il rapporte ce qu'il a vu dans les plus hautes instances. Il tire des sonnettes d'alarme que si peu entendent. La population irakienne meurt? Il le dit, il le crie! Une catastrophe humanitaire se déroule

sous nos yeux pendant que l'Amérique de Bush diabolise l'axe du Mal? Denis Viénot parle d'eau potable introuvable, de mortalité infantile. Les Tziganes sont au plus mal? Le trafic sexuel prospère? Le travail forcé s'intensifie? Mais sur quelle planète vit donc Denis Viénot? Sur la nôtre. Celle dont nous sommes responsables et comptables. Pas seulement pour réduire les émissions polluantes. Pour soulager la douleur, pour rendre la dignité à ceux qui l'ont perdue dans le chaos indescriptible d'une histoire qui continue de s'écrire en silence quand on est pauvre, privé de soins, d'éducation et surtout d'espoir.

De l'espoir, ces pages n'en manquent pas. On suit en Éthiopie ces « trains d'ânes » qui, en plus de gigantesques norias de camions et d'avions, vont secourir les populations déplacées, en proie à la famine et au terrible régime de Mengistu, au milieu des années 1980. On suit l'auteur parmi les jeunes sourds d'Afghanistan, entourés de leurs bruyants enfants, comme si la vie devait toujours l'emporter sur la maladie du silence. Mais le regard de Denis Viénot n'est pas complaisant quand il s'agit d'examiner les motivations de ceux qui s'engagent dans l'action humanitaire. Le voilà pourfendant les officines pro-life profitant de la misère pour dispenser leur message sulfureux. Le voilà encore s'insurgeant, à propos des orphelins du sida, contre une vision restrictive estimant que la réponse est entre les mains des seuls chrétiens. « C'est exactement le contraire de ce que je pense, écrit Denis Viénot sortant de sa réserve habituelle. Tout homme, toute femme, quelle que soit sa race, sa religion, est appelé à la compassion, à l'action envers son prochain. » Avec ce cri final que l'on sent sorti du ventre autant que du cœur : « Il n'y a pas de monopole chrétien. » Ennemi du prosélytisme, de la conscience tranquille, en un mot de la malhonnêteté, Denis Viénot est de bout en bout ce qu'on devine dès les premières lignes de son livre ; il est ce que je savais aussi depuis qu'un jour de l'hiver 1990 il m'emmena dans le bidonville de Chalco, à Mexico, peu de temps après le terrible tremblement de terre qui avait ravagé vies et villes : un honnête homme.

À travers ces pages s'inscrit en creux, l'air de rien, une profonde réflexion sur ce qui est juste, sur la noblesse et les limites de l'action humanitaire, avec cette idée qu'une souffrance vaut toujours la peine d'être prise en compte, que le fort, la main qui donne, n'est pas là pour assujettir la main qui reçoit. C'est aussi une leçon de ce livre. On se grandit au contact de ceux qui n'ont rien.

Éric FOTTORINO,
directeur du *Monde*.

Préambule

« La justice sans la force est impuissante. La force sans la justice est tyrannique. La justice sans force est contredite, parce qu'il y a toujours des méchants. La force sans justice est accusée.

Il faut donc mettre ensemble la justice et la force. Et pour cela faire que ce qui est juste soit fort, ou que ce qui est fort soit juste.

Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste », conclut, presque désabusé, Blaise Pascal (*Pensées* 298).

Le mathématicien philosophe aurait-il pu songer, en écrivant ces lignes et cette conclusion radicale, aux rapports entre « humanitaire » et « politique » ? Ou simplement aux relations qu'entretiennent des anonymes engagés dans la même aventure, celle de la Justice, et qui lui donnent force ?

Il est en effet un « peuple » qui bouleverse les liens entre la force et la justice. Il est composé d'hommes, de femmes et d'enfants, faibles parce qu'ils vivent dans la pauvreté, l'exclusion, la misère, la faim... Et pourtant forts de leur énergie, de leur volonté de relever la tête et de la certitude d'avoir la justice dans la peau.

Leur force vient aussi de la vie qu'ils partagent, à des titres divers, avec quatre cent quarante mille salariés¹, six cent vingt-cinq mille bénévoles et des millions de donateurs eux aussi anonymes. Ensemble, pour cette aventure humaine, ils disposent d'un budget de 5,5 milliards de dollars. Mais de beaucoup plus encore : de

1. Hors les salariés engagés dans l'action sociale *stricto sensu* comme en Allemagne, où l'État délègue à la Caritas la gestion de nombreux établissements sociaux, celle-ci regroupe plus de cinq cent mille salariés.

valeurs, d'une conviction, d'une méthode, d'une organisation, d'une énergie qu'ils partagent, au sein du réseau de Caritas Internationalis et de chacun de ses cent soixante-quatre membres nationaux actifs dans deux cents pays et territoires.

Depuis le « grand bazar de la solidarité » que dénonçait déjà en 1985 Louis Bériot², les situations se sont encore plus embrouillées. Dans ce qui est devenu un grand marché, le marketing a parfois pris la place de l'action. Et le spectacle ou les dérives, sans même parler de quelques scandales, ont trop souvent supplanté la présence simple et durable des acteurs de terrain. Les vedettes et les fous occupent le devant de la scène comme pour mieux banaliser l'action quotidienne, l'efficacité des rencontres humaines et la qualité des paroles échangées.

Pour éviter tous les simplismes et mieux comprendre l'originalité et l'exceptionnelle richesse des pages qui suivent, il est nécessaire de porter un regard panoramique sur ce monde. L'action humanitaire s'avère en effet complexe de par les idéologies qu'elle met en œuvre et de par l'Histoire dont elle est devenue l'un des acteurs.

Cinq courants idéologiques au moins traversent l'humanitaire et s'entrecroisent.

Au risque de la caricature, on peut identifier :

– *La solidarité républicaine* : au XVIII^e siècle, pour les philosophes et les révolutionnaires, l'État doit prendre sous sa responsabilité les réponses à apporter à la misère des peuples. Toute action devant être fondée en Raison, et pouvant se transformer en Loi, l'individu est au cœur de l'interdépendance qu'il entretient avec les autres citoyens. Cette valeur est à l'origine de la création d'un droit social qui fonde l'idée de solidarité, seule compatible avec les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est l'époque de la naissance des Droits de l'homme.

2. Louis Bériot, *Le bazar de la solidarité*, J.-C. Lattès, 1985.

– *La bienfaisance libérale*: pour ce courant de pensée, tout homme est responsable de sa condition. La société doit intervenir pour donner au pauvre la force qui lui manque afin qu'il échappe à son sort. La bienfaisance prend alors la forme d'une relation individuelle, ponctuelle, et généralement limitée aux seuls besoins primaires: la faim, le froid. L'inégalité entre les hommes étant « dans l'ordre des choses », on peut agir pour en corriger les effets, mais sans prétendre intervenir sur les causes. « Je ne te promets pas le grand soir, mais simplement à manger et à boire », chantent les Enfoirés à la création des Restos du Cœur. On les comprend: « Ça fait du bien de faire le bien! »

– *L'humanitarisme*: l'humanitarisme des années 1970 se construit en réaction aux idéologies. On ne donne pas pour son salut, son bonheur ou par devoir d'entraide, mais par urgence, par sympathie immédiate à la souffrance des hommes quels qu'ils soient et où qu'ils puissent se trouver. La solidarité de l'émotion et de la souffrance supplante la solidarité pour la justice. L'humanitarisme est d'abord l'expression d'une sensibilité exacerbée, irrépressible. Le premier droit de l'homme, c'est de vivre. Il faut donc assurer ce droit minimum pour tout être humain. On ne raisonne pas. On réagit.

– *La planète équitable*: face aux évolutions économiques, le monde est devenu un village. Devant les menaces qui pèsent sur la planète, désordres écologiques, développement désordonné, perte de sens, ce qui est en jeu c'est tout simplement l'avenir de l'humanité. Les rencontres du Forum social mondial cherchent à mettre en œuvre une « utopie », une autre façon d'analyser et d'agir, un « autre lieu », avec un sens aigu de valeurs éthiques partagées sur et par tous les continents, au nom de la primauté de notre humanité commune. La « démocratie participative » devient un mode d'intervention dans la gestion des affaires publiques pour le plus grand bien de tous et non de quelques-uns.

– *La charité antipatrice*: pour les membres de ce courant qui partagent un regard de foi, Dieu est à l'origine de toute vie. Plus

encore, il se communique lui-même et prend visage d'homme pour révéler sa divinité. Par son incarnation et son message d'amour, le Christ partage avec tous la vie même de Dieu en surabondance. Par l'Eucharistie, la communion entre les hommes est don de soi. Le pauvre devient image de Dieu et frère de tous. Dès lors, quelle que soit sa nature, toute richesse porte en elle une destination universelle au service du bien commun. La charité ainsi vécue se veut anticipatrice, annonciatrice d'une justice qui reste à mettre en œuvre dans les lois des pays et dans les rapports internationaux. D'un Martin de Tours partageant son manteau à Jean XXIII abandonnant la tiare, en passant par nombre de congrégations religieuses au service des souffrants aujourd'hui pris en charge par la plupart des États, c'est toujours la même histoire, le même bond qualitatif qui va marquer durablement les rapports entre les hommes et entre les peuples.

Ces idéologies fondatrices, même si elles ne s'interdisent pas d'aller chercher des références dans les autres familles, vont d'elles-mêmes induire bien des pratiques différentes en matière de projet, d'organisation, d'action, de communication, de rapport au politique.

Dans ce panorama, il est également nécessaire de s'arrêter un moment sur les différentes étapes de l'histoire du mouvement humanitaire qui définissent des façons d'agir spécifiques. Toujours avec le risque de la caricature, on peut distinguer quatre générations de l'humanitaire.

La *première génération* vient en réaction aux conditions et conséquences des guerres des deux derniers siècles : Solferino pour Henri Dunant et la Croix-Rouge, la guerre d'Espagne pour le Secours rouge qui deviendra, quelques années plus tard, le Secours populaire, et Deuxième Guerre mondiale pour le Secours catholique en France. Tous trois portent dès l'origine une attention particulière aux personnes et proposent leur concours pour participer aux efforts de reconstruction de l'époque. Ils ont plusieurs points en commun : une idéologie fondatrice forte, la primauté du

bénévolat, la participation à des réseaux internationaux qu'ils reçoivent d'entrée, réseaux d'État pour la Croix-Rouge, politiques et syndicaux pour le Secours populaire, ecclésiaux pour le Secours catholique. Qu'une crise survienne, chacun d'entre eux bénéficie de partenaires locaux qui sont là avant, pendant et qui resteront chez eux après la catastrophe. En cas de crise, la question n'est pas de savoir s'ils vont partir ou pas, mais d'apprécier dans quelles conditions ils vont poursuivre leur action. Autre spécificité, ils ont su évoluer, se développer et passer de la distribution de biens en tous genres à la promotion des personnes. La pauvreté dans les pays riches a été pour eux la provocation qui leur a permis de passer d'un statut de généraliste de l'action caritative à celui de multispécialiste.

La *deuxième génération* prend appui sur l'expansion économique au Nord qui rend d'autant plus urgente l'interpellation sur le scandale de la faim dans le monde. En pleine période des « trente glorieuses », au cours des années 1960, à l'appel de la FAO et des Églises, naît la génération des « développeurs ». Elle reproche à ceux qui l'ont précédée l'absence d'analyse économique et politique sur les questions de sous-développement. C'est, en France, la création du CCFD, de Frères des hommes, de Terre des hommes, et des premières campagnes pour un commerce équitable. Cette génération saura allier une action de terrain avec une animation de l'opinion et de groupes locaux à partir d'exemples emblématiques.

Mais avec le blocus du Biafra en 1967³ on atteint sans doute un des paroxysmes de la souffrance humaine. Selon le *troisième*

3. La guerre du Biafra va durer deux ans et demi, de mai 1967 à janvier 1970. Elle commence avec la proclamation unilatérale de la sécession de l'est du Nigeria, région la plus riche du pays en particulier grâce au pétrole, qui s'autoproclame République du Biafra sous la direction du colonel Ojukwu. Le blocus terrestre et maritime du Biafra conduit par l'armée du Nigeria provoquera une famine qui, conjuguée au conflit, fera près de deux millions de morts. Malgré l'inertie de la communauté internationale, la guerre du Biafra sera largement médiatisée grâce, entre autres, aux « French doctors » qui lanceront alors Médecins sans frontières pour venir en aide aux réfugiés.

courant qui va alors émerger, à quoi bon parler du développement s'il ne rend pas impossible ce genre de massacre? Le développement reste un « échec ». La seule urgence est de pouvoir accéder aux victimes, d'intervenir de façon rigoureuse et professionnelle, d'avoir le courage de témoigner et de dénoncer les responsables de pareils massacres, d'assurer un lobbying politique, d'être fortement présents dans les médias, tant il est vrai que les événements et les situations n'existent que parce qu'on les a vus... à la télé. Ce sera la naissance de tous les « sans frontières ».

Plus près de nous, *l'humanitaire hésite*. La coopération décentralisée conduite par les villes, les conseils généraux, des entreprises, des groupes de particuliers qui refusent la collaboration avec les « – supposées – grandes machines humanitaires », justifient leur choix par la proximité, le concret, le contrôle direct (espéré) et le bénéfice pour... le donateur. De l'autre côté, la crise de la représentation dans les sociétés occidentales puis mondiales provoque l'émergence de mouvements de chômeurs, de sans-papiers, de sans-logement, de sans-terre, et des ONG du Sud. Ce dynamisme témoigne du développement des associations et de la volonté d'expression directe dans le débat public.

Le panorama ainsi dressé, il devient possible de mieux situer l'ouvrage de Denis Viénot qui vient « rendre justice » à cette première génération de l'humanitaire construite sur la présence d'un réseau d'Église opérant sur la planète. « Rendre justice » car trop souvent ignorée. « Rendre justice » car trop souvent caricaturée, sauf honnêteté intellectuelle de quelques observateurs.

Mais « rendre justice », c'est avoir le courage de le faire en vérité. Le souci de ne rien passer sous silence, de ne rien minorer dans le fonctionnement de Caritas Internationalis, de rester lucide sur les relations parfois douloureuses avec une Église qui, malgré toutes ses déclarations, continue à minorer l'apport des laïcs, des femmes et des pauvres eux-mêmes. Une posture constante dans l'analyse de l'auteur. Comme pour mieux identifier les attentes et les pistes de progrès.

Justice donc vis-à-vis du lecteur auquel, au fil des sujets traités, il ne cache rien des difficultés de l'action, propose des clefs de lecture des grands événements humanitaires et présente les problématiques liées à des thèmes aussi différents que la corruption et la gouvernance, le laïcat dans l'Église et les militaires dans l'humanitaire.

Denis Viénot est bien placé pour rendre compte de cette identité, de ce fonctionnement, de ces actions et analyses de Caritas Internationalis. Sa formation, ses activités, ses responsabilités plaident pour la prise en compte de son témoignage, de son expérience, de ses analyses, de ses propositions, rassemblés au départ dans des rapports et des notes de voyages, de rencontres et de missions dans une centaine de pays.

Six mois après son arrivée au Secours catholique, il participe en effet à sa première réunion internationale au sein de Caritas Internationalis comme membre de la commission des finances. « C'est une chance inouïe de participer tôt à la commission des finances, précise-t-il. D'entrée cela donne une vision mondiale des questions. Cela permet de découvrir le réseau, de comprendre de plus près des Caritas qui y sont représentées, celles d'Espagne, de Suisse, d'Italie, des États-Unis, du Liban, du Sénégal, d'Allemagne. » Cela durera onze ans.

Puis durant vingt ans, il sera membre du Bureau de Caritas Internationalis, d'abord en tant que trésorier jusqu'en 1999, comme président de Caritas Europa jusqu'en 2005 et enfin comme président de la confédération, de 2005 à 2007. Record à battre !

Cette coloration internationale n'est pas venue d'un coup. De nombreux voyages et séjours en Europe pendant sa jeunesse, des études juridiques, des activités professionnelles à Londres, aux États-Unis puis à Paris pour le compte d'une banque française, où il restera jusqu'en 1975, dans une dominante de financements internationaux, lui apporteront cette connaissance et cette sensibilité du sujet.

Au Secours catholique, il se consacre d'abord aux questions juridiques et financières ainsi qu'au lancement des actions de plaidoyer. Il se voit ensuite confier la direction de l'action internationale avant de devenir secrétaire général, de 1991 à 1998, succédant ainsi à Mgr Jean Rodhain, Gilbert Cesbron, Louis Gaben, Michel Fauqueux.

Il poursuit aujourd'hui un travail de consultant en soutien organisationnel auprès de plusieurs Caritas, principalement d'Asie et du Moyen-Orient, pour les rendre plus fortes.

Son témoignage est un hommage à toutes ces personnes qui se grandissent entre elles et qui, pierre par pierre, conscience après conscience, donnent force à la Justice.

Si vous souhaitez disposer de suite d'un panorama des enjeux de l'action humanitaire, consultez, avant d'aller plus loin, le thème « Urgence et développement local ». Vous y trouverez une vision nouvelle, différente, complète, moderne, et enracinée d'aborder la question de l'action humanitaire.

Depuis vingt siècles, elle s'appelle la Justice, sans laquelle, comme l'auteur le rappelle dans son dernier item en citant saint Augustin, « un État se réduirait à une grande bande de vauriens ». Aujourd'hui, c'est de notre monde qu'il s'agit.

Daniel DRUESNE,
ancien directeur de la communication
du Secours catholique puis de l'Uniopss⁴.

4. Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux.